



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

05 avril 2005

Volume 4, Numéro 4

LIGNE DE FOND 1

Négociations sur l'agriculture : Les Membres accélèrent les discussions sur les questions techniques..... 1

Suspension de la réunion du Conseil des ADPIC pour respecter les délais sur la santé publique 3

NOUVELLES DE L'OMC 6

Divergences persistantes entre les Membres sur la formule d'accès aux marchés pour les produits non agricoles 6

Les ministres du G-20 consolident leur position sur l'agriculture..... 8

Rapport de la commission Blair pour l'Afrique : Un plaidoyer ambitieux pour le continent. Sera-t-il suivi d'effets? 9

SUR LE FIL 12

Banane africaine : Ivoiriens et camerounais à Bruxelles pour défendre leurs intérêts 12

Mise à jour du dossier Coton à l'OMC..... 13

Dialogue Régional sur les négociations agricoles à Ouagadougou : Les différents acteurs conscients de la nécessité d'une convergence des positions..... 15

ÉVÉNEMENTS 17

PUBLICATIONS 18

LIGNE DE FOND

Négociations sur l'agriculture : Les Membres accélèrent les discussions sur les questions techniques

La dernière " semaine de l'agriculture " à l'OMC s'est achevée le 18 mars dernier. Des négociations informelles se poursuivent toutefois sur le processus de conversion de droits agricoles " spécifiques " fondés sur les quantités importées en équivalents " ad valorem ", c'est-à-dire des droits de douane fondés sur le prix du produit. L'établissement des équivalents ad valorem est une condition préalable de la mise en place de la formule de réduction tarifaire qui est un pilier central des négociations agricoles en cours. La session spéciale du Comité de l'agriculture n'est toutefois pas officiellement close. Le président du Comité, l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande a suspendu la réunion du 17 mars, dans le but de convoquer de nouveau le groupe après des consultations informelles, afin d'amener les Membres à convenir, formellement, d'un processus de conversion en équivalents ad valorem. Aucune date n'a été fixée pour cette reprise, mais les Membres se retrouveront probablement après une réunion au niveau ministériel du Groupe de Cairns fixé du 30 mars au 1er avril, à Cartagena, en Colombie.

Groser a rassuré les Membres, lors de la réunion informelle du Comité des négociations commerciales, le 21 mars, que les discussions sur l'agriculture ne sont pas rompues et que les travaux techniques en cours se déroulent dans un esprit constructif. La " semaine de l'agriculture ", qui a démarré le 14 mars, a conclu la première

évaluation de toutes les questions figurant dans le Paquet de Juillet.

La complexité de la conversion en équivalents ad valorem oppose importateurs et exportateurs

La question de la conversion en équivalents ad valorem a opposé l'UE et les pays du G-10 aux Etats-Unis, au Groupe de Cairns de pays exportateurs de produits agricoles et au G-20 (qui regroupe plusieurs pays en développement clés). Le premier groupe a recours à un grand nombre de droits de douane spécifiques.

La conversion en équivalents ad valorem est simple pour certaines lignes tarifaires. Les membres doivent utiliser la méthode de la " valeur unitaire " dans de tels cas, en fondant la conversion sur les valeurs des importations notifiées dans la Base de donnée intégrée (BDI) de l'OMC et sur les volumes des importations.

Les choses se compliquent, toutefois, avec des produits tels que le sucre et certains fromages, pour lesquels des préférences et des contingents sont impliqués. Dans de tels cas, les prix à l'importation diffèrent souvent de manière significative des prix mondiaux compilés dans la base de données des statistiques sur le commerce des produits de base (ComTrade) de l'ONU. Les exportateurs de produits agricoles souhaiteraient voir la conversion fondée sur les prix mondiaux les plus bas, ce qui entraînerait la hausse des équivalents ad valorem et à terme, des réductions tarifaires plus fortes. Les Etats-Unis ont proposé une formule visant à séparer les cas dans lesquels il y a des écarts significatifs entre les prix mondiaux et les prix à l'importation, sur la base de comparaisons entre les bases de données de l'OMC et de l'ONU. La conversion en équivalents ad valorem pourrait alors se faire différemment dans ces cas - bien que la méthode à suivre n'ait pas encore été décidée.

Les Etats-Unis et le Groupe de Cairns souhaitent le recours aux prix plus faibles de la ComTrade. L'UE et le G-10 soutiennent que ces prix sont insuffisants, car ils ne tiennent pas compte des raisons pour lesquelles les prix à l'importation peuvent être plus supérieurs que les prix mondiaux.

Ils soutiennent, par exemple, que certains fromages sont plus chers que d'autres en raison de facteurs qualitatifs. Toutefois, les données de ComTrade ne font pas de différences entre les fromages, contrairement à la base de données de l'OMC.

Lors de la réunion informelle du Comité des négociations agricoles, le 21 mars, le directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi a vivement invité les Membres à trouver une solution rapide à la question de la conversion en équivalents ad valorem, afin de maintenir l'ensemble de la série de négociations de Doha sur la bonne voie et a appelé les délégués " à déployer tous les efforts pour travailler ensemble et avec le président à sa résolution le plus tôt possible, afin que l'attention puisse rapidement se tourner sur la négociation de la formule étagée de réductions tarifaires et sur des questions connexes d'accès aux marchés dans l'agriculture. "

Les travaux en cours impliquent beaucoup de calculs car les Membres testent les différentes méthodologies proposées pour la conversion en équivalents ad valorem avec des données effectives. Une fois les équivalents convenus, les travaux sur la négociation de la formule de réduction tarifaire étagée (aux fins de laquelle les tarifs élevés seront plus fortement réduits) pourront se dérouler.

Autres questions à l'ordre du jour

En plus de la discussion sur la conversion en équivalents ad valorem, les Membres ont conclu leur première évaluation de toutes les questions figurant dans le " paquet de juillet ", en examinant " les questions présentant un intérêt, mais non encore convenues " (initiatives sectorielles, taxes d'exportation différenciées et indications géographiques), certaines questions d'accès aux marchés restantes, ainsi que le contrôle et la surveillance.

Les négociations sur l'agriculture à l'OMC se déroulent dans trois configurations différentes : lors de sessions de négociations informelles, ouvertes à l'ensemble des Membres, qui prévoient une première lecture des questions ; dans des

consultations techniques plus concentrées, à participation illimitée, qui se penchent plus en profondeur sur les questions ; et dans des consultations en groupes restreints impliquant des experts techniques.

Dans l'ensemble, les Membres sont en désaccord sur le point de savoir si " les questions présentant un intérêt mais non encore convenues " devaient être examinées à ce stade des négociations. Selon l'Argentine, il n'y avait pas d'accord sur la question de savoir si de telles questions subsidiaires devaient être négociées. Les désaccords sur le rôle des indications géographiques ont occupé une grande partie des débats. L'UE et la Bulgarie, partisans de l'extension des indications géographiques à des produits autres que les vins et les spiritueux, ont directement lié les progrès sur les trois piliers des négociations sur l'agriculture (accès aux marchés, concurrence à l'exportation et soutien interne) à une protection accrue des indications géographiques. Plusieurs pays ont estimé que les indications géographiques devraient être laissées sous la supervision du Conseil des ADPIC.

Concernant la question des " initiatives sectorielles " qui entraîneraient une libéralisation rapide dans des secteurs particuliers, la Colombie et le Costa Rica ont proposé les fleurs coupées pour une réduction tarifaire significative, étant donné l'intérêt que ce domaine présente pour les pays en développement, du point de vue des exportations. Les Etats-Unis ont proposé l'inclusion du bœuf, du porc, de la volaille, des graines oléagineuses, de l'orge, des fruits et légumes, des spiritueux distillés, et de certains produits transformés en tant qu'initiatives sectorielles, en soutenant non seulement que les droits de douane devaient être abaissés, mais aussi que les subventions devaient être rapidement supprimées dans ces secteurs. Les initiatives sectorielles agricoles n'ont pas été débattues jusqu'ici, en termes concrets, et alors que plusieurs exportateurs s'accordaient sur l'approche, en principe, l'Australie a préféré se concentrer sur une réduction tarifaire générale, à ce stade. L'Inde a attiré l'attention sur le fait que les initiatives sectorielles pourraient compromettre le traitement

spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Les délégués ont également débattu de la liste pour la suppression des subventions et du soutien à l'exportation, les grands pays en développement appelant à une réduction initiale et à une liste de réductions. Concernant la progressivité des droits, les intervenants ont noté qu'une formule ambitieuse de réductions tarifaires prendrait également en compte certains des problèmes connexes dans ces domaines. Les Membres sont toujours en désaccord sur la simplification ou non des droits spécifiques et sur le maintien ou non d'une sauvegarde spéciale pour protéger les pays développés contre de brusques poussées des importations. Les questions ayant trait aux situations spécifiques des PMA et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC seront examinées ultérieurement dans les négociations. Concernant le contrôle et la surveillance, le G-20 a proposé la mise en place d'un nouveau comité pour traiter de la mise en œuvre.

La prochaine " semaine de l'agriculture " est fixée du 13 au 19 avril.

Suspension de la réunion du Conseil des ADPIC pour respecter les délais sur la santé publique

Les discussions sur les modalités d'accès aux médicaments essentiels pour les pays pauvres dépourvus de capacité de fabrication sont toujours dans l'impasse à l'OMC. En dépit de la volonté fortement exprimée par les membres dans la décision du 30 août 2003, quelques semaines avant la conférence ministérielle de Cancun, les membres n'ont pas été en mesure de respecter le délai de référence du 31 mars 2005 convenu pour opérer des amendements formels à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, afin de faciliter l'exportation de médicaments produits sous licence obligatoire.

Plusieurs réunions tenues à cet effet n'ont pas permis de lever les divergences. Une réunion du

Conseil des ADPIC tenue les 8 et 9 mars derniers a été suspendue pour laisser le président poursuivre des consultations dans le but de respecter la date butoir. Celles-ci n'ont pas cependant été plus fructueuses et les rencontres qui ont suivi, celles des 29 et 31 mars, n'ont pu que constater l'étendue des divergences et l'impasse objective dans laquelle se trouve actuellement le débat sur les médicaments et la santé publique.

D'autres discussions menées en parallèle sur la biodiversité se sont concentrées sur la question de la mainmise sur des ressources génétiques au moyen de brevets. Une nouvelle communication d'un pays en développement a proposé des règles contraignantes pour divulguer les preuves du partage des avantages dans le cadre des régimes nationaux pertinents.

Santé publique : les Membres divisés sur la proposition du Groupe africain relative à la mise en œuvre de la Décision du 30 août 2003

Les discussions au sein du Conseil des ADPIC ont porté sur une Décision du 30 août 2003, émanant du Conseil général, qui énonce les circonstances dans lesquelles les pays n'ayant pas de capacités de fabrication dans le secteur pharmaceutique peuvent importer des versions génériques de médicaments encore sous licence - sous réserve d'un grand nombre de conditions tant dans le pays exportateur que dans le pays importateur. Dans la Décision - dont l'adoption a été accompagnée d'une déclaration du président du Conseil général, assurant qu'elle ne serait pas utilisée de manière abusive - les Membres convenaient que la dérogation durerait jusqu'à ce que l'Accord sur les ADPIC soit amendé de manière permanente. La date pour ce faire, déjà prorogée, est fixée au 31 mars 2005.

Les discussions ayant trait à la santé publique se sont concentrées sur une communication du Rwanda, au nom du Groupe africain (composé des Membres africains de l'OMC) contenant des arguments juridiques à l'appui de la proposition du Groupe, présentée en décembre 2004, portant sur l'amendement de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/W/437). La communication aborde

la forme juridique de l'amendement, les justificatifs de la modification de la Décision du 30 août, et le statut de la Déclaration du président. Elle soutient qu'une note de bas de page ne serait pas suffisante pour amender l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, parce qu'une note de bas de page n'apporterait pas suffisamment d'assurance et de sécurité d'un point de vue juridique en ce qui concerne la mise en œuvre de l'amendement. Ainsi, soutient le Groupe africain, le texte d'amendement devrait être inséré dans le corps de l'Accord.

La communication du Groupe africain suggère également la suppression d'un certain nombre de dispositions de la Décision du 30 août. La communication suggère que ces modifications supprimeraient simplement des dispositions dont le but était déjà atteint, ou qui seraient redondantes dans le contexte d'un amendement, ou encore dont le but serait atteint par ailleurs par d'autres dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Concernant la déclaration du président, la proposition du Groupe africain s'oppose à ce qu'elle fasse partie intégrante de la Décision du 30 août. Elle ne devrait donc pas faire partie de l'amendement. Toutefois, comme le Groupe africain l'a proposé, les Membres pourraient envisager de lire cette déclaration au moment de l'adoption de l'amendement.

Les discussions et les commentaires sur la communication ont réaffirmé les positions adoptées par les Membres lors de la réunion du Conseil des ADPIC du 10 décembre. L'UE a été d'avis avec les Etats-Unis pour déclarer que la proposition du Groupe africain ne reflétait pas tous les éléments de la Décision du 30 août et qu'elle était donc inacceptable. Toutefois, l'UE a été effectivement en accord avec l'argument avancé par le Groupe africain selon lequel l'approche d'une note de bas de page n'était pas la meilleure solution pour amender l'Accord sur les ADPIC. L'UE a également soutenu la proposition de lecture de la déclaration du président au moment de l'adoption de l'amendement. D'autres pays développés tels que la Suisse, le Japon et le Canada ont déclaré que le résumé du président était, de leur avis, une partie essentielle de la Décision et un élément clé de leur

volonté d'accepter la Décision. Ils se sont dits en faveur de l'approche de la note de bas de page mais se sont montrés assez disposés à examiner des solutions alternatives. Par ailleurs, plusieurs pays en développement, notamment l'Argentine, le Brésil, Hongkong, l'Inde, la Jamaïque, le Kenya, la Malaisie et les Philippines, ont appuyé la proposition du Groupe africain. Ces pays ont mis l'accent sur le fait que la Décision et le résumé du président avaient des statuts juridiques différents et que l'inclusion de ce dernier dans l'amendement en rehausserait de manière injustifiable le statut juridique. Certains pays en développement ont rappelé que le but principal de la Décision du 30 août était d'apporter une réponse à un problème humanitaire et que sa mise en œuvre devait se faire dans cet esprit.

Les Membres ont accepté la proposition faite par le président du Conseil des ADPIC, Miller de Hongkong, de poursuivre les consultations afin de trouver une solution dans les délais convenus. Toutefois, sa proposition visant à débattre du texte de la Décision paragraphe par paragraphe a été rejetée par les Etats-Unis et la Suisse, qui ont jugé que cette approche reviendrait de facto à rouvrir les négociations sur la Décision.

Biodiversité : les pays en développement propose des règles internationales sur les preuves en matière de partage des avantages

La Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, l'Inde, le Pérou, la République dominicaine et la Thaïlande ont présenté, lors de la réunion, une nouvelle proposition (IP/C/W/442) concernant la question des preuves de partage des avantages dans les demandes de brevets. La communication répondait au mandat de Doha sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), qui donne pour instruction aux Membres d'examiner la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention relative à la diversité biologique (CDB), la protection des connaissances traditionnelles et le folklore, dans le cadre de leur réexamen de l'article 27.3(b), qui traite de la brevetabilité des formes de vie. La communication se concentre sur la troisième question majeure énoncée dans la 'liste de contrôle' de mars 2004, portant sur les sujets

présentés par ces pays et par d'autres pays en développement, devant être pris en considération dans les discussions du Conseil des ADPIC sur la biodiversité - à savoir la preuve du partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Des communications antérieures du Groupe ont traité des deux premières questions de la liste de contrôle, c'est-à-dire la divulgation de la source et du pays d'origine des ressources biologiques et/ou des connaissances technologiques utilisées dans une invention (IP/C/W/429) et la fourniture de la preuve du consentement préalable en connaissance de cause pour les brevets qui impliquent l'utilisation de ressources biologiques (IP/C/W/438).

La nouvelle proposition présente un certain nombre de critères de détermination de la preuve du partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, tels que le consentement préalable en connaissance de cause de la partie fournissant les ressources et des conditions mutuellement convenues du partage des avantages. Comme pour les autres questions de la liste de contrôle, les artisans de la communication sont en faveur d'un amendement de l'Accord sur les ADPIC prendre en compte les obligations relatives à la divulgation de l'origine, au consentement préalable en connaissance de cause et à la preuve d'un partage juste et équitable des avantages.

Les Membres ont essentiellement conservé les mêmes positions que celles qu'ils avaient adoptées lors des discussions sur les éléments de la liste de contrôle. Les pays en développement Membres ont souligné l'importance que revêtait un système international contraignant pour prendre en compte l'appropriation abusive transfrontière de ressources génétiques. Les pays développés ont soutenu que l'Accord sur les ADPIC et la CDB n'étaient pas en conflit et qu'il n'était donc inutile d'amender l'Accord sur les ADPIC.

Le Pérou a déclaré que le système de brevets actuels n'était pas en mesure d'empêcher l'appropriation abusive et a mis l'accent sur les coûts considérables pour déterminer si les

demandes de brevets dans des pays tiers portaient des ressources génétiques nationales. On pourrait éviter de tels coûts en appliquant à l'échelle internationale des règles de divulgation de l'origine dans le cadre du système de brevets international. Le Brésil a rappelé aux Membres que la CBD contenait une disposition qui énonçait que les droits de propriété intellectuelle devaient appuyer les objectifs de la CBD que sont la préservation des ressources génétiques, l'accès à ces ressources et le partage des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources - et ne pas contrer ces objectifs.

La prochaine réunion du Conseil des ADPIC est fixée aux 14-15 juin et 25-26 octobre 2005.

NOUVELLES DE L'OMC

Divergences persistantes entre les Membres sur la formule d'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Durant les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la semaine passée, le Brésil et l'Inde ont soutenu que les propositions des Etats-Unis et de l'UE portant sur la réduction des droits de douane pour les produits industriels affecteraient les pays en développement de manière disproportionnée. La " semaine de l'agriculture " s'est conclue le 18 mars par une réunion du Groupe de négociation de l'accès aux marchés.

Dernièrement, plusieurs réunions informelles, bilatérales et plurilatérales ont été tenues, ainsi que des discussions techniques de la " Salle D ", le 16 mars.

Les discussions de la Salle D se concentrent sur la formule

La majeure partie des discussions de la Salle D était concentrée sur quatre communications récentes sur la formule de réduction tarifaire. Les communications, qui reposaient toutes sur une formule d'harmonisation " suisse " exigeant des

fortes réductions des tarifs élevés, émanaient de la Norvège (TN/MA/7/Add.1), de l'UE, des Etats-Unis, et conjointement, du Brésil, de la Colombie et du Mexique (TN/MA/50).

Le paragraphe 8 de l'annexe B de l'accord-cadre de juillet (WT/L/579) énonce spécifiquement : " les pays en développement participants auront des périodes de mise en œuvre plus longues pour les réductions tarifaires, " et qu'en outre " ils se verront ménager " la flexibilité d'appliquer des abaissements inférieurs à ceux requis par la formule pour un certain nombre de lignes tarifaires, et de laisser un petit nombre de lignes tarifaires non consolidées. De plus, aux fins de l'accord-cadre, les pays les moins avancés et les pays à lignes tarifaires consolidées sont inférieures à 35% (ceux-ci tendent à être parmi les plus pays pauvres) seront exemptés de l'application de la formule.

Chacune des quatre communications débattues a avancé des suggestions visant à permettre aux pays en développement un certain niveau de traitement spécial et différencié. Par exemple, l'UE, comme la Norvège, a proposé de donner aux pays un " crédit " sous forme de prescriptions de réduction tarifaires plus faibles, en échange de l'abandon du recours à d'autres flexibilités offertes par le paragraphe 8, telles que la possibilité de laisser certaines lignes tarifaires non consolidées ou d'exclure certains produits de la réduction tarifaire. Les Etats-Unis ont proposé un système à " double coefficient " qui permettrait aux pays en développement de procéder à des réductions tarifaires plus faibles, également à la condition de renoncer aux flexibilités prévues dans le paragraphe 8.

Peu satisfaits des communications européenne et américaine, le Brésil et l'Inde présenteront leurs propres propositions

Des sources dans les milieux du commerce font état du fait que le Brésil avait vivement critiqué les propositions américaine et européenne, qui semblent demander aux pays pauvres " une réciprocité plus que totale ". Les pays en développement, notamment le Brésil, la Chine,

l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, se sont opposés à la demande de ce qu'ils ont qualifié d'approche onéreuse de la formule suisse, en soutenant qu'elle omettait de prendre en compte les intérêts des pays en développement, et qu'elle portait atteinte au principe d'une "réciprocité qui ne soit pas totale" en faveur des pays en développement, cité spécifiquement à la fois dans la déclaration de Doha et dans le mandat de l'Ensemble de juillet à propos de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Du fait que les pays en développement ont tendance à avoir des droits industriels plus élevés que dans les pays industrialisés, ils seraient tenus, aux fins d'une approche de la formule suisse, de procéder à des réductions tarifaires plus fortes, tant en pourcentage qu'en termes effectifs. Selon un négociateur d'un pays en développement, il semblerait que l'objectif des pays développés était d'interdire totalement les droits de douane dans les pays en développement, et ils agissaient en conséquence.

Tous les pays en développement ne sont pas circonspects vis-à-vis des réductions tarifaires fortes ; au nombre de ceux-ci figurent le Chili, la Colombie et le Mexique.

Certains pays en développement ont également reproché aux propositions américaine et européenne leur approche "soit-soit" - une insistance sur le fait que les Membres devaient choisir entre les flexibilités du paragraphe 8 et une version plus favorable de la formule de réduction tarifaire. Selon un délégué à l'OMC, le mandat appelait, à son sens, à "une réciprocité qui ne soit pas totale" comme caractéristique intégrée tant dans la formule de réduction tarifaire que dans les flexibilités dans l'application de la formule.

Un petit nombre de négociateurs des pays développés ont fait état de leur déception à propos de l'intention du Brésil et de l'Inde de présenter leurs propres propositions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Des sources indiquent que le Brésil et l'Inde s'apprêtent à le faire - bien qu'il n'ait pas été précisé qu'ils le

faisaient conjointement ou séparément - à temps pour la réunion d'avril.

Les pays en développement divisés sur l'érosion des préférences

Les communications sur l'érosion des préférences émanant du groupe des pays africains Membres de l'OMC (TN/MA/W/49) et des pays ACP - Afrique, Caraïbes et pacifique - (TN/MA/W/53) ont suscité des réactions défavorables, essentiellement de la part d'autres pays en développement Membres. Ces pays ont reproché à ces communications de proposer la réduction de la portée de la libéralisation des échanges dans des domaines qui les intéressaient également du point de vue des exportations. Le Brésil a déclaré que l'UE et les Etats-Unis devaient trouver une solution aux problèmes associés à l'érosion des préférences. Le Brésil a soutenu que les pays en développement ne devaient pas avoir à payer pour des problèmes qu'ils n'avaient pas créés.

Les discussions de la Salle D n'ont pas beaucoup avancé sur la question de savoir comment traiter les tarifs non consolidés des Membres. Il n'y a pas eu de progrès, non plus, sur le point de savoir comment les Membres pourraient procéder pour convertir des droits spécifiques (tels que les droits qui appliquent un montant fixe par unité d'importation, par exemple, 10 dollars US par tonne de blé importé), en droit "ad valorem" sur la base de la valeur du bien importé. Les discussions sur les obstacles non tarifaires se sont également déroulées durant la semaine de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais sans progrès notables.

La réunion du 18 mars a essentiellement servi à faire le récapitulatif des discussions de la semaine. Le président Johannesson a déclaré qu'il n'y avait pas de conclusion sur la forme que la formule tarifaire prendrait, et a encouragé les Membres à présenter de nouvelles propositions à temps pour la réunion du 25-29 avril.

Les ministres du G-20 consolident leur position sur l'agriculture

Les ministres du commerce du G-20 - un groupe de pays en développement qui s'est constitué dans la période menant à la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, en septembre 2003, pour contrebalancer le rôle dominant joué par les pays développés dans les négociations sur l'agriculture - se sont réunis les 18 et 19 mars à New Delhi, en Inde. A la suite de deux journées de discussions, auxquelles assistaient également des représentants de pays en développement ne faisant partie du G-20, le groupe a adopté une " Déclaration de New Delhi " qui appelle à l'élimination des subventions à l'exportation d'ici 5 ans au plus tard. La réunion a également accueilli un nouveau membre au sein du G-20, l'Uruguay.

Lors d'un point de presse à la suite de la réunion, le ministre du commerce indien, Kamal Nath, a mis l'accent sur le fait que les subventions à l'exportation devaient être supprimées, alors que le secrétaire d'Etat au commerce de la Chine, Yi Xiaozhun, mettait l'accent sur le fait que " les pays riches doivent être sensibles à nos préoccupations en matière de sécurité alimentaire. L'Inde et la Chine ont de grands intérêts en jeu dans l'agriculture, car nos populations en dépendent. " Le ministre des affaires étrangères du Brésil, Celso Amorim, a déclaré que certes " Il peut y a des points de divergences sur les nuances ... [mais que le] G-20 est solide comme un roc et représente l'unité dans la diversité. "

La Déclaration de New Delhi

La Déclaration de New Delhi met l'accent sur la dimension développement des négociations sur l'agriculture, en notant : " Notre objectif commun est de mettre un terme aux politiques ayant des effets de distorsion des échanges dans l'agriculture, qui sont mises en œuvre par les pays développés, pour contribuer à la croissance et au développement des pays en développement. " La Déclaration souligne également l'importance que revêt la phase actuelle de négociations dans la période menant à la Conférence ministérielle de

Hongkong, en décembre, au cours de laquelle les Membres visent à convenir de modalités pour l'agriculture (par exemple les pourcentages pour les abaissements des droits de douane et des subventions, les formules de réduction, les critères pour le soutien interne, les listes, les délais et les périodes transitoires).

Concernant le soutien interne, le groupe note que les niveaux actuels sur la table à l'OMC sont gonflés, et que les abaissements devraient être substantiels pour que les résultats aient des effets réels sur le terrain. Des disciplines sont nécessaires pour la catégorie bleue (subventions partiellement découplées liées à des programmes de limitation de la production) et la catégorie verte (subventions découplées ou ayant des effets de distorsion minimale des échanges) afin de contrecarrer le " transfert de catégories ". En outre, la catégorie verte devrait prendre en compte les programmes de développement dans les pays en développement et les pays en développement ne devraient pas être tenus de réduire le soutien 'de minimis'. Un seuil de minimis, exprimé en pourcentage, est le montant du soutien interne qu'un pays peut exempter de son calcul du total des soutiens internes, et donc de réductions supplémentaires. Pour les pays développés, le seuil de minimis est limité à 5%, alors que pour les pays en développement, il est de 10%.

Pour ce qui est de la concurrence à l'exportation, le G-20 appelle à " un engagement de statu quo immédiat sur toutes les formes de subventions à l'exportation ". L'UE a récemment réintroduit des subventions à l'exportation sur le blé. La Déclaration affirme en outre que les subventions à l'exportation devraient être supprimées dans un délai de 5 ans, avec des réductions significatives à appliquer le plus tôt possible.

Sur l'accès aux marchés, le groupe note l'importance que revêt un processus transparent pour la conversion de tarifs agricoles 'spécifiques' fondés sur les quantités en équivalents 'ad valorem', c'est-à-dire des tarifs fondés sur le prix du produit. Les tarifs devraient rester ad valorem, au lieu d'être reconvertis en tarifs spécifiques. Les

négociations de l'OMC sur la conversion des équivalents ad valorem sont actuellement bloquées. Pour ce qui est de la formule de réduction tarifaire, le groupe met l'accent sur trois questions : la progressivité, c'est-à-dire que les droits élevés devraient procéder à des réductions plus fortes ; la proportionnalité, à savoir que les pays en développement devraient procéder à des abaissements plus faibles ; et la flexibilité pour prendre en compte certaines sensibilités, sans compromettre l'objectif qui est l'amélioration substantielle de l'accès aux marchés.

Examen d'une large gamme de questions concernant les pays en développement

La réunion a G-20 a également attiré des participants du Groupe africain, des pays ACP, des PMA, de la CARICOM (Communauté caraïbe) et du G-33 de pays qui appuient la désignation des produits sensibles et un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement. Plusieurs questions présentant un intérêt particulier pour ces pays ont été examinées lors de la réunion. La Déclaration de New Delhi du G-20 prête une attention particulière au coton, en mettant l'accent sur l'importance qu'elle revêt pour les producteurs africains en particulier, et appelle à convenir de mesures effectives pour ce secteur lors de la première approximation des modalités que les Membres doivent conclure en juillet.

Concernant les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale, la Déclaration note que les concepts font partie intégrante du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et que le G-20 est attaché à les rendre opérationnels. Les ministres ont toutefois soutenu que le Mécanisme de sauvegarde spécial existant à l'OMC - utilisé essentiellement par les pays riches - était conçu comme instrument transitoire et devait être supprimé.

La Déclaration appelle à des modalités pour le plein accès des produits tropicaux des pays en développement, tout en notant avec inquiétude " le recours aux obstacles non tarifaires par les pays développés, qui font obstacle aux exportations de produits présentant un intérêt pour les pays en

développement. " Elle prend également en compte l'érosion des préférences - une question épineuse, source de division entre les pays en développement - en appelant à : l'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits importants pour les bénéficiaires de préférences ; l'utilisation effective des préférences existantes ; et un effort supplémentaire en matière d'assistance financière et de constitution de capacités. La Déclaration reconnaît également les besoins spéciaux des PMA et des petites économies vulnérables. Les préoccupations de ces dernières devraient être prises en compte de manière effective, dit la Déclaration, sans créer de nouvelles catégories de pays en développement.

Le G-20 compte pour 65% de la population mondiale, 72% des agriculteurs, et 22% du produit agricole. Les membres du G-20 sont : l'Afrique du sud, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Chine, Cuba, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, la Mexique, le Nigeria, le Pakistan, le Paraguay, les Philippines, la Thaïlande, la Tanzanie, l'Uruguay, le Venezuela et le Zimbabwe.

Rapport de la commission Blair pour l'Afrique : Un plaidoyer ambitieux pour le continent. Sera t-il suivi d'effets?

La commission mise sur pied l'année dernière par premier ministre Britannique Tony Blair pour se pencher sur les problèmes du continent africain a publié un rapport de 400 pages lancé simultanément à Londres et à Addis Abéba.

Comme on pouvait s'y attendre, c'est dans des domaines tels que la gouvernance et le renforcement des capacités, la paix et la sécurité, l'investissement dans les ressources humaines, la croissance et la réduction de la pauvreté, le commerce et les ressources naturelles, l'aide et l'allègement de la dette que les 17 membres de la commission ont formulé des recommandations pour briser les " cercles vicieux qui se renforcent les uns les autres " pour accabler le continent africain et hypothéquer son développement. Les

problèmes du continent identifiés dans le rapport, ainsi que les actions proposées constituent sans conteste une série de mesures cohérentes pour résoudre les difficultés de l'Afrique.

Mais depuis bien longtemps, tous ces problèmes sont connus. Les contraintes et obstacles qui entravent le développement du continent sont identifiés et une série de mesures, de plans et de programmes de relance a été annoncé aussi bien au Nord qu'en Afrique, suscitant ici et là des espoirs qui ont vite été rattrapés par une réalité implacable : l'Afrique suscite peu d'intérêts pour ceux qui tirent les ficelles des transformations positives dans le monde. Des programmes d'ajustement structurels au NEPAD, que de discours et de déclarations sur les problèmes et les besoins du continent se sont entrechoqués, concurrencés, contredits pour finir par tomber dans l'oubli sans aucun impact sur la marche du continent que de rares évocations dans des livres et des rubriques sensationnels des journaux du continent et d'ailleurs. Et le rapport ne s'y trompe pas. " Au tournant de ce nouveau siècle, à une époque de richesse et de progrès économiques sans précédent pour tous les continents, il est inacceptable que l'Afrique soit encore à la dérive du reste du monde, invisible dans sa misère et ignorée dans ses souffrances ". Un problème bien posé est à moitié résolu. Le rapport Blair confirme le NEPAD et suit sa trace. Donnera t-il l'occasion aux dirigeants du G8 de respecter leurs engagements de Monterrey, de Kananaskis, de Gênes et d'Evian ?

Un problème précisément cerné...

Cette fois ci ce n'est ni une institution internationale, ni une ONG et encore moins les bénéficiaires qui proposent un plan de développement du continent africain, mais plutôt le Premier ministre d'un Etat développé (comme Truman après la 2ème guerre mondiale), qui accueille le G8 et prendra la présidence de l'Union européenne.

Le rapport fait un certain nombre de constats: la moitié de la population africaine vit dans la pauvreté. Environ 40 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Au moins 25 millions d'Africains sont

contaminés par le virus du sida. La qualité et l'étendue des routes, la fourniture d'eau et d'électricité, les systèmes d'irrigation sont loin d'être au niveau requis, pour soutenir une croissance économique forte et améliorer les moyens de subsistance. Les guerres, les maladies, la mauvaise gouvernance, la corruption constituent les grands obstacles au développement. Et la commission n'y va pas de main morte elle estime que " Les dirigeants africains doivent arrêter la corruption, rendre des comptes à leurs concitoyens, faire des budgets plus transparents, créer un climat propice à l'investissement, lever les barrières au commerce entre les pays et abolir les taxes que les pauvres paient pour accéder à la santé et l'éducation. " En plus de ces facteurs internes, d'autres contraintes exogènes entrent en ligne de compte. L'iniquité et l'illégalité au niveau du commerce international constituent aussi un grand frein au décollage économique de l'Afrique. Après les barrières tarifaires, les pays du Nord, érigent des barrières non tarifaires et se barricadent à l'intérieur de leurs marchés tout en déversant leurs surplus de production sur les marchés africains, compromettant du coup les chances du continent de tirer profit du commerce international, de diversifier ses productions et d'assurer sa propre souveraineté alimentaire.

En 2004, l'économie africaine a connu une légère embellie. 4 à 5% de taux de croissance, une augmentation de 8% pour l'exportation, une augmentation de l'aide extérieure. Tout cela, il est vrai autorise un certain optimisme aussi bien chez les africains que chez leurs partenaires. C'est dire que le continent n'est pas condamné au sous développement et à la stagnation, loin de là. Ses potentialités sont incontestables et encore largement inexploitées. Sa population, en dépit des ravages du sida et d'autres maladies, reste jeune et est en pleine croissance. La paix, la démocratie, la sécurité gagnent du terrain sous l'impulsion conjointe d'un nouveau leadership africain et d'une exigence forte et pressante d'une partie de plus en plus grande de la population africaine fortement ancrée dans les valeurs de justice, de citoyenneté et de responsabilité.

Des solutions existent. Et il faut reconnaître au rapport de la commission Blair le mérite d'en avoir proposé certaines. Mais ces recettes ne sont pas nouvelles. Elles ont été pour l'essentiel déjà envisagées par d'autres à plusieurs reprises dans le passé. Le problème actuel de l'Afrique est donc moins l'inexistence de solutions que l'application de celles qui sont proposées. Il n'y a guère longtemps, la communauté internationale avait dans son ensemble salué le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et prie des engagements fermes en vue de la réalisation de ses projets dont l'importance pour le continent n'a jamais été démentie. Depuis, les belles déclarations d'intention ont été suivies de très peu de résultats concrets, ce qui a fait dire d'ailleurs au président sénégalais Abdoulaye Wade, l'un des initiateurs du NEPAD, qu'il lui est difficile d'expliquer à de tiers quelles sont réalisations du NEPAD.

...qui appelle des actes concrets et coordonnés.

De nombreux sceptiques redoutent cependant que ce plan, comme d'autres avant lui, ne reste lettre morte, à moins que les pays riches de l'Union européenne mais aussi du G8, dont la Grande-Bretagne assure la présidence cette année, ne joignent l'acte à la parole.

La terre africaine est un " cimetière " de programmes, plans, projets ou stratégies diverses qui ont presque tous échoué. Même ceux qui ont été déclarés infaillibles, péremptoirement, et imposés aux pays africains par le FMI et la Banque mondiale depuis les années 80 n'ont eu d'autres résultats que de déboucher sur des " stratégies de lutte contre la pauvreté ", une qu'elles ont d'ailleurs largement contribué à créer.

C'est pour toutes ces raisons que les propositions de la commission Blair donnent l'impression du " déjà vu " ou " déjà entendu ". Rien ne permet rigoureusement de croire qu'elles feront l'exception. Beaucoup de réactions vont dans ce sens. Mr Pete Ondeng du NEPAD - (Renaissance Africaine) estime que " ce qui ressort de ce rapport n'est pas surprenant. On n'y trouve rien qui n'ait déjà été pensé auparavant ".

Scepticisme sans fondement ou aveu de raison ? Dans tous les cas, d'autres voix se sont d'ores et déjà élevées pour décrypter les motivations sous-jacentes à l'initiative de Tony Blair en y voyant plus une instrumentalisation de l'Afrique à des fins de politique de repositionnement sur la scène internationale à la suite de sa participation à la guerre d'Irak aux côtés des américains, qu'une réelle volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes du continent.

Mais, peu importe si tout en cherchant en redorer son " blason " il rendait aussi possible les conditions du décollage du continent. Après avoir réglé ses contraintes internes, l'Afrique aura juste besoin de sincérité dans ses rapports avec les autres. Tony Blair, un autre et tous les autres dirigeants du G8 ont chacun au moins une parcelle de pouvoir qui peut lui permettre, s'il y met la volonté politique et le courage nécessaire, d'améliorer sensiblement le sort de millions d'individus. Il suffirait de 25 000 milliards de francs pour changer la face de l'Afrique et du monde, lance Tony Blair. Cela paraît énorme, mais cela ne fait qu'un demi chewing-gum par jour et par personne dans les pays riches. Le reste relève donc d'une volonté politique. Le groupe de Tony Blair reconnaît que " La pauvreté et la stagnation (en Afrique) sont la plus grande tragédie de notre temps " et propose une sorte de plan Marshall pour l'Afrique. Mais trouvera-t-il les moyens de ses objectifs et ambitions. " Les recommandations sont ambitieuses mais réalistes en ce qui concernent la dette, l'aide au développement, le commerce et la lutte contre le sida ", a estimé l'ONG britannique ActionAid. " Le premier véritable test sera de voir si le plan est suivi lors du sommet du G8 à Gleneagles (Ecosse) du 6 au 8 juillet prochain ". Pourvu qu'il ne reste pas un ensemble de vœux pieux.

Sources : AllAfrica ; Walf fadri, Panapress.

SUR LE FIL

Banane africaine : Ivoiriens et camerounais à Bruxelles pour défendre leurs intérêts

Du 12 au 18 février 2005, une mission conjointe du Cameroun et de la Côte d'Ivoire s'est rendue à Bruxelles auprès de la Commission européenne pour plaider le dossier de la banane qui s'achemine vers de grandes mutations avec l'entrée en vigueur le 1er janvier 2006 d'un régime de droit de douane unique appliqué aux bananes autres que celles des territoires communautaires et des pays ACP.

Au cours de son séjour à Bruxelles, la mission conjointe a eu des séances de travail intenses avec les Etats membres de la CE. Les délégations Ivoiriennes et Camerounaises conduites par les ministres du commerce, de l'agriculture et les ambassadeurs des deux pays à Bruxelles ont ainsi présenté les arguments sociaux et économiques qui militent en faveur du maintien des mesures européennes visant la protection de la banane des pays ACP. Au Cameroun par exemple, la filière de la banane est le deuxième pourvoyeur d'emplois, après l'Etat, avec une production annuelle de 300 000 tonnes. Un chiffre certainement très en deçà des 4,5 millions de tonnes de bananes produites chaque année en Equateur, mais qui renferme de gros enjeux à la fois économiques, sociaux et politiques.

Aperçu du contexte

Actuellement, les importations européennes sont régies par un système complexe de quotas tarifaires et de droits de douane différenciés selon les origines. A partir de 2006, elles ne seront régies que par un droit de douane appliqué aux bananes autres que celles des territoires communautaires et des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). En théorie, le niveau de ce droit de douane doit être fixé de façon à maintenir la situation actuelle, en termes de prix à la consommation dans l'UE et de structure par origine des approvisionnements

(territoires communautaires, pays ACP et Amérique latine).

On peut remonter à 1993 pour situer les causes les plus immédiates des discussions en cours sur la banane, avec la mise en place d'une organisation commune du marché de la banane sur l'ensemble de l'Europe. C'est à partir de là que les Etats-Unis et certains Etats latinos américains ont engagé une série de procédures contre le régime d'importation des bananes dans l'Union européenne suspecté de favoriser les pays ACP.

Pour régler le différend, un accord avait été conclu le 11 avril 2001, entre le commissaire européen au Commerce, Pascal Lamy, et le représentant américain au Commerce. Au terme de cet accord, il était convenu que le régime des quotas aménagés restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2005. A partir du 1er janvier 2006, ce régime serait supprimer au profit d'un régime exclusivement tarifaire. Concrètement, cela signifie qu'on ne fixerait plus des quantités par source d'approvisionnement, mais en vertu des dispositions de la dérogation prescrite par les textes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Dans le cadre du nouveau régime, les bananes ACP continueraient à bénéficier d'une préférence tarifaire, par rapport aux bananes des pays d'Amérique Latine. Les " bananes dollars " devant s'acquitter d'un droit de douane à préciser. Le débat actuel porte sur la détermination de cette taxe, dans la perspective de l'échéance du 1er janvier 2006. Dans cette optique, la commission européenne a notifié à l'OMC, le 31 janvier 2005, son intention de porter la préférence tarifaire à 230 euros par tonne. Les pays latino-américains ont vigoureusement protesté contre cette décision. Ils estiment que si ces droits étaient confirmés, la banane africaine et notamment, celle du Cameroun, prendra des parts de marché importantes. Une équipe de chercheurs de l'INRA français a développé récemment un modèle dynamique du marché mondial de la banane de façon à apprécier, en fonction du niveau du droit imposé aux " fruits dollar " d'Amérique latine, les conséquences de ce nouveau régime douanier. Selon cette étude, pour

maintenir à court terme le prix moyen des bananes dans l'UE à son niveau actuel, il serait nécessaire de fixer le droit de douane aux alentours de 227 euros par tonne. Un droit de douane plus faible conduirait à un prix communautaire plus bas, une augmentation de la consommation dans l'UE, une croissance des exportations des pays de la zone dollar et une décroissance des exportations du groupe des pays ACP. Un droit de douane plus élevé aurait les effets contraires.

A titre d'exemple, Un droit de douane relativement bas (100 euros/t) affecterait très gravement l'industrie caribéenne de la banane. Leurs exportations vers l'UE déclinent de 157 200 tonnes dans la période de base à moins de 100 000 tonnes en 2008, soit une baisse de 37%.

Un droit de douane relativement élevé (300 euros/t) permettrait au groupe des pays ACP d'augmenter leurs exportations vers l'UE de 276 300 tonnes, de 642 400 tonnes dans la période de base à 918 700 tonnes en 2008. Cette croissance bénéficierait essentiellement au Cameroun et à la Côte d'Ivoire, puisque les exportations des Caraïbes n'augmenteraient que de 18 800 tonnes.

Et les préférences...

Suite à d'intenses négociations au cours de la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC à Doha en novembre 2001, l'UE a obtenu des dérogations au titre des obligations inscrites à l'article I (permettant de poursuivre les importations bénéficiant de préférences tarifaires pour les pays ACP, visées dans l'Accord de Cotonou) et l'article XIII du GATT (autorisant la conservation du quota C relatif aux bananes en provenance des pays ACP).

Le cas particulier de la politique communautaire de la banane renvoie à la question plus générale de la fin des préférences spécifiques accordées par l'UE aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). L'exemple de la banane montre le besoin à considérer chaque pays individuellement et non l'ensemble des pays ACP comme un seul groupe. Cela étant, toute réforme de ce schéma doit tenir compte du fait que les pays bénéficiaires ne sont

pas homogènes et que la réforme doit être graduelle. Le problème est rendu plus difficile par le fait que les coûts de production sont très variables à l'intérieur d'un pays ACP donné, notamment entre les producteurs positionnés sur le marché domestique et les entreprises tournées vers les marchés d'exportation.

Sources: Cameroun tribune, AllAfrica, Cnuced, Inra.

Mise à jour du dossier Coton à l'OMC

Au cours du mois de Mars, trois faits importants ont marqué l'évolution de l'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC : La deuxième réunion du sous-comité sur le coton qui a adopté son programme de travail ; l'adoption des rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'Appel confirmant l'illégalité des subventions américaines sur le coton ; et la déclaration émanant des ministres du commerce et de l'agriculture des quatre pays signataires à la suite d'une réunion qui s'est déroulée à Ouagadougou, au Burkina Faso le 11 Mars dernier.

Le Sous-Comité sur le coton adopte son programme de travail

Lors de la deuxième réunion du sous-comité sur le coton le 22 Mars dernier, les Membres se sont mis d'accord sur le programme de travail. Ce programme (qui sera bien-tôt accessible sur le site du sous-comité) est censé refléter le Paquet de juillet (WT/L/579), qui spécifie que ses " travaux porteront sur toutes les politiques ayant des effets de distorsion sur les échanges, affectant le secteur en ce qui concerne les trois piliers que sont l'accès aux marchés, le soutien interne, et la concurrence à l'exportation ".

Cet accord parvient à la suite d'une divergence parmi les Membres concernant la portée du programme lors de la première réunion du sous-comité. Les représentants des pays signataires de l'Initiative sectorielle redoutent que le sous-comité soit vidé de sa substance dans la mesure où certains

Membres ne voit pas en lui un organe de décision. Le comité pourrait désormais mettre l'accent sur les aspects plus essentiels des négociations liées au coton.

(<http://www.ictsd.com/africodev/edition/synthese/05-03-04/nouvellesdel%27omc3.htm>)

Lors de la réunion, le président du Comité de l'agriculture (il est également le président du sous comité du coton), l'ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle-Zélande a fait le bilan des négociations sur l'agriculture. Un représentant du Secrétariat de l'OMC assistait à la réunion et a abordé plusieurs aspects des discussions sur le coton ayant une importance pour le développement.

En outre, le sous-comité A été le théâtre de présentations faites par le Fond Monétaire International (FMI) et la CNUCED sur leurs activités liées au coton. Le délégué de l'Union Européenne (UE) a affirmé que l'UE ne contribuerait pas à un nouveau fonds proposé sur le coton, à cause de leurs programmes d'aide au développement existants. Répondant aux remarques de l'UE, le Bénin, soutenu par Burkina Faso, Kenya et le Sénégal, a souligné que les pays producteurs de coton d'Afrique ne cherchaient pas d'œuvres de charité des états membres de l'OMC, mais plutôt une assistance pour se remettre des problèmes engendrés par le comportements d'autres pays. Le représentant du Bénin a mis l'accent sur le fait que les Africains espéraient obtenir une solution qui éliminerait les subventions qui ont un effet de distorsion sur le marché de coton, afin de pouvoir profiter des fruits de leur propre travail.

La prochaine réunion du sous-comité est prévue pour le 28 avril 2005.

L'Organe de Règlement des Différends adopte les rapports déclarant les subventions américaines illégales

L'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC a adopté le 21 Mars dernier les rapports du Groupe Spécial et de l'Organe d'appel sur le contentieux sur le coton qui a opposé le Brésil aux Etats Unis. Il a été confirmé que les subventions

américaines sur le coton sont octroyées en violation des règles de l'OMC.

Toutes les parties prenantes au contentieux ont eu l'opportunité de faire des commentaires sur le rapport de l'ORD qui est composé des représentants de tous les Etats Membres. Les Etats-Unis ont réitéré leur position suivant laquelle la négociation, au contraire du conflit, était le meilleur moyen de résoudre les problèmes de distorsions liés aux échanges des produits agricoles. L'Ambassadeur des Etats-Unis, Linnet Deily a exprimé une " profonde déception " en arguant que le lien fait par le panel entre les politiques de soutien américaines et la dépression des prix du coton a clairement manqué de "la rigueur analytique".

Le Brésil, pour sa part, a chaleureusement accueilli l'adoption des rapports et a exprimé l'espoir de voir les Etats Unis procéder à leur mise en œuvre de manière opportune. Il considère que la résolution de ce litige est fondée à 100% " sur les règles multilatérales existantes et régissant le commerce des produits agricoles. Nous ne devrions pas continuer à subir des injustices par des pratiques contre lesquelles nous nous battons depuis une décennie."

L'UE, qui était tierce partie dans cette affaire, est d'avis que sur certains points, l'Organe d'appel n'avaient pas utilisé les méthodes d'interprétation adéquates.

En vertu du droit de l'OMC, les décisions, jugements et recommandations de l'Organe d'appel ne deviendront juridiquement contraignants que s'ils sont adoptés par l'ORD selon la règle du consensus négatif. Ce qui signifie que les jugements sont adoptés automatiquement à moins qu'il n'y ait un consensus explicite de rejet par les Membres.

A partir de la date d'adoption, les Etats-Unis ont 30 jours pour annoncer leurs intentions de se plier à la décision - bien qu'ils ne soient pas tenus de révéler le calendrier dans lequel ils envisagent de le faire. Le délai de mise en œuvre sera fixé par des

négociations entre le Brésil et les Etats-Unis ou, à défaut, par un arbitrage. La procédure d'arbitrage devra normalement être achevée dans les 90 jours suivant l'adoption de la décision par l'ORD.

Déclaration des ministres du commerce et de l'agriculture des pays signataires de l'Initiative Sectorielle

Réunis le 11 Mars dernier à Ouagadougou, les Ministres du Commerce et de l'Agriculture du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad ont publié une déclaration dans laquelle ils donnent leurs positions sur l'évolution de l'Initiative sectorielle sur le coton.

Les ministres considèrent que deux ans après la soumission de la requête et malgré le choix stratégique en faveur du dialogue avec les pays industrialisés responsables des subventions massives en faveur de leur secteur coton et la flexibilité des pays co-auteurs et de leurs alliés qui ont accepté, dans un souci de compromis que le dossier soit examiné dans le cadre des négociations sur l'agriculture, rien n'a changé pour les producteurs africains de coton. Ils estiment même qu'on assiste plutôt à une prolifération de conférences sur les aspects " développement " sans résultats concrets en dehors, pour l'instant, de celle organisée par l'Union Européenne dans le cadre de son partenariat avec les pays Africains producteurs et exportateurs de coton. Or, ces conférences donnent l'impression de détourner les pays africains producteurs de coton de leurs préoccupations en parlant de compétitivité, de recherche alors que les réformes entreprises dans ces pays ont fait de la filière cotonnière l'une des plus compétitives au monde avec des coûts de production les plus bas et une fibre de qualité avérée.

Les ministres déplorent par ailleurs ce qu'ils appellent des " tentatives de vider le sous-comité coton de sa substance en voulant lui dénier sa compétence de négociation." Ils réaffirment leur détermination à œuvrer pour que la résolution de la question du coton soit un facteur de réussite de la conférence ministérielle de Hong Kong, afin que le cycle de négociation en cours puisse réellement

être qualifié de " cycle de développement ". En tout état de cause, ils avertissent qu'une inertie ou un blocage sur le dossier coton de la part des pays développés constituerait un mauvais présage lourd de conséquences pour Hong Kong et dont ils ne tiendront pas pour responsables.

Sources : Notes ICTSD, OMC, Newsletter Ideascentre

Dialogue Régional sur les négociations agricoles à Ouagadougou : Les différents acteurs conscients de la nécessité d'une convergence des positions

En étroite collaboration avec le Bureau suisse de la coopération au Burkina Faso et avec les organisations partenaires que sont le ROPPA et l'UNPCB, nous avons organisé les 9 et 10 Mars 2005 le Dialogue Régional sur l'Agriculture ouest africaine face à la libéralisation des échanges.

La Conférence était organisée en quatre principales sessions : les liens entre l'agriculture et le commerce international; l'agriculture de la sous-région face aux contraintes du système commercial multilatéral ; la problématique du commerce régional des produits agricoles et une dernière session sur les stratégies à dégager par les pays de la sous-région.

Les participants et les orateurs ont été choisis suivant le concept multi-acteurs. C'est ainsi que pour discuter des questions agricoles liées au commerce dans la sous-région ouest africaine, nous avons invités des négociateurs basés à Genève y compris deux ambassadeurs (Mali et Bénin), des représentants des ministères du commerce et de l'agriculture, des ONG basées dans la sous-région et travaillant sur le commerce et l'agriculture, les deux organisations sous-régionales clés que sont l'UEMOA et la CEDEAO et les représentants des organisations paysannes.

Ce format a permis des discussions franches et ouvertes et a favorisé un début de coordination entre ces différents acteurs travaillant sur les mêmes problématiques sans toujours disposer d'opportunités pour mettre en commun leur positions.

La première session a permis de dégager une approche situationnelle de l'agriculture sous-régionale pour mieux établir la nature de ses liens et des enjeux avec l'évolution de la réglementation à l'OMC. Elle a permis de quantifier l'agriculture familiale de la sous-région à travers son organisation et ses potentialités. Mais aussi, elle est revenue sur le contexte général des négociations du Cycle d'Uruguay et l'historique de l'Accord sur l'agriculture. Les deux négociateurs qui ont présenté cette étude de contexte sont partis du mandat de Doha et du tout récent Paquet de Juillet, tout en spécifiant le volet agricole, pour mieux cerner les postures possibles des pays de la sous-région, en termes d'opportunités et de défis.

La deuxième session qui a été le point focal du Dialogue a permis de passer en revue l'ensemble des mesures commerciales offensives et défensives, contenues dans l'Accord sur l'agriculture et sur le Paquet de Juillet, qui sont susceptibles d'avoir une influence importante sur la situation des produits d'exportation et d'importations de la sous-région. Les présentations ont concerné tous les problèmes d'accès aux marchés, de subventions et des mesures techniques, sanitaires et phytosanitaires. Cette session a aussi permis de mettre en exergue la place importante de la question de l'érosion des préférences qui fragilise la situation des produits de base et des produits tropicaux. Les participants se sont interrogés relativement au Paquet de Juillet, sur la posture que devront adopter les pays de la sous région pour tirer un bénéfice optimum des mesures de Traitement Spécial et Différencié aux fins de sécurité alimentaire, de développement rural et de considérations humanitaires. La présentation de Madame Isabelle Mamaty (IFAP-Paris) a permis de mettre en lumière les opportunités offertes par le Paquet de Juillet à travers l'usage d'une Mesure de Sauvegarde

Spéciale qui est une vieille revendication des pays en développement. Elle a aussi dégagé des pistes sur les critères de choix et les mesures de mises en œuvre des produits spéciaux à l'intention des pays de la sous-région. Par ailleurs, une étude sur le problème des poulets congelés importés en Afrique a été présentée. Elle a soulevé d'importants problèmes liés aux mesures de défense commerciales, aux mesures sanitaires et phytosanitaires et s'est aussi appesanti sur l'impact du phénomène sur l'avancée de la pauvreté sur le continent.

La troisième session a été l'occasion pour les participants de passer en revue les potentialités offertes par le commerce intra-régional et le commerce interrégional. Les Politiques Agricoles de l'UEMOA et de la CEDEAO ont été présentées par des agents de ces organisations. Leur rôle dans la définition des politiques agricoles des pays de la sous-région a été défini. Les discussions se sont focalisées sur l'important travail d'articulation à faire avec les défis et les opportunités des règles commerciales multilatérales. Le problème de la compatibilité entre les deux politiques agricoles sous-régionales a été posé. La session s'est également penchée sur les interactions entre la sous-région, l'UE, l'OMC et le NEPAD en vue d'établir une cohérence d'ensemble dans les négociations agricoles.

Lors de la quatrième session, moins structurée, il s'est agit de passer en revue les différentes stratégies formelles et informelles susceptibles d'être déployées par les pays de la sous-région pour mieux saisir les opportunités du système commercial, aussi bien dans la phase de négociation que dans celle de la mise en œuvre. Les participants ont essayé de voir si la perspective communautaire de négociation amorcée est viable. Ils ont beaucoup insisté sur la nécessité d'une coordination plus effective entre les acteurs locaux et les négociateurs à Genève.

Les organisations paysannes ont insisté sur leur légitime espoir à vivre du fruit de leur travail. Ils aimeraient être aidés à mieux rendre possible la souveraineté alimentaire, avoir un meilleur accès

aux moyens de production (eau, semences, financement), et surtout prônent très fortement un soutien public de leurs Etats pour protéger la production intérieure par des aides financières ou des mesures de sauvegarde idoines.

Les négociateurs de leur côté ont réaffirmé leur disponibilité à travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs pour mieux défendre leurs intérêts. Ils insistent sur l'importance d'un tel Dialogue qui leur permet d'être mieux informés. Le cas du coton a été cité comme exemple de collaboration entre les différents acteurs. Ce qui a mené à une position consensuelle qui a pu être défendue par les négociateurs.

Les actes du Dialogue de Ouagadougou sont disponibles à cette adresse :
<http://www.ictsd.org/africodev/dialogue/2005-03-09-10/sommaire.htm>

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

4-5 avril, OMC, Genève, organe de règlement des différends session spéciale

5 avril, OMC, Genève, comité sur les pratiques antidumping

11-13 avril, OMC, Genève, groupe de négociation sur les règles

13-15 avril, OMC, Genève ; groupe de négociation sur l'agriculture

20-22 avril, OMC, Genève, symposium public : 10ème anniversaire de l'OMC

2-4 mai, OMC, Genève, groupe de négociation sur les facilitations du commerce

9-10 mai, OMC, Genève, organe de règlement des différends, session spéciale

11 mai, OMC, Genève, comité pour le commerce et le développement

17-18 mai, OMC, Genève, groupe de négociation sur les règles

19 mai, OMC, Genève, comité de négociation sur le commerce

26-27 mai, OMC, Genève, conseil général

30-31 mai, OMC, Genève, groupe de négociation sur l'agriculture

EVÉNEMENTS AILLEURS

4-8 Avril, NU, New York 38ème session de la commission pour la population et le développement

6-10 Avril, Abuja, Nigeria, 1er sommet de la jeunesse africaine sur la mondialisation

1-8 Avril, New York, Etats Unis, Symposium sur la biodiversité

8 Avril, Addis Adéba, Ethiopie, 23ème session du panel intergouvernemental sur les changements climatiques

11-13 Avril, Algarve, Portugal, 3ème conférence internationale sur la gestion des ressources halieutiques

11 Avril, NU, New York, Etats Unis, 30ème session de la commission sur le développement durable

14 Avril, Durban, Afrique du Sud, conférence internationale sur le SIDA, l'alimentation et la mal nutrition

16-17 Avril, Paris, France, Pour un commerce plus équitable faisons une marche : canal de l'Ourcq ; Paris 19ème

26 Avril, Bordeaux, France, conférence sur la biodiversité et la conservation biologique des forêts de plantation

PUBLICATIONS

En français

Cnuced (2004) : Le développement économique de l'Afrique : endettement viable, oasis ou mirage.
<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

Cnuced (2004) : Rapport sur l'investissement dans le monde, vue d'ensemble.
<http://www.unctad.org/Templates/Page.asp?intItemID=1397&lang=2>

CIC : Répertoire mondial d'organisations de promotion des échanges commerciaux et autres organismes d'appui au commerce, Répertoire mondial des sources d'informations relatives aux normes, à l'évaluation de la conformité, à l'accréditation, à la métrologie, aux règlements techniques et aux mesures sanitaires et phytosanitaires 2004, centre international pour le commerce, disponible sur le site www.intrach.org

Grain (2004) : La sécurité des semences pour les agriculteurs africains.
<http://www.grain.org/semences/?id=32>

IDDRI : Coordination des politiques agricoles et compensations internationales, Tristan Le Cotty & Tancrède Voituriez. Les notes de l'Iddri, n° 6. Iddri, 2004. 14 p.
Les négociations internationales sur le commerce agricole patinent. Pour les sortir de l'ornière, les auteurs proposent que les pays qui protègent leur

agriculture versent une compensation, sous forme de taxe, aux pays du Sud lésés par leur politique. Et ils montrent que cette compensation permet d'accroître le bien-être global.

ONU : Rapport de l'Equipe du projet sur le commerce et les objectifs du millenium pour le développement intitulé " le commerce au service du développement " Janvier 2005.
www.unmillenniumproject.org, sous la direction de Ernesto Zédillo et de Patrick Messelin

OMC : L'avenir de l'OMC. "L'avenir de l'OMC" est un rapport établi par le Conseil consultatif du Directeur général sur l'avenir du système commercial multilatéral, y compris des recommandations sur les réformes à effectuer. Disponible en anglais, français et espagnol.
http://www.wto.org/french/thewto_f/10anniv_f/10anniv_f.htm#futur

OMC (2004) : Rapport sur le commerce mondial 2004. Le Rapport sur le commerce mondial est une publication annuelle de l'OMC qui traite surtout des tendances et des politiques commerciales. L'édition 2004 passe en revue l'évolution commerciale récente et examine des questions comme la cohérence dans les politiques commerciales et macroéconomiques, les indications géographiques et la libéralisation du commerce des services par le mouvement temporaire des personnes physiques.
http://www.wto.org/french/news_f/pres04_f/pr385_f.htm

En anglais

THE POTENTIAL IMPACT OF US-SACU FTA NEGOTIATIONS ON PUBLIC HEALTH IN SOUTHERN AFRICA. By Tenu Avafia. Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), November 2004. This Working Paper examines the potential impact of the proposed Free Trade Agreement (FTA) between Southern African Customs Union (SACU; comprised of South Africa, Botswana, Lesotho, Namibia and Swaziland) and the United States from the

perspective of public health. Avafia expresses concerns about the possible impact of the FTA on public health in the SACU region. He draws particular attention to the impact that the proposed FTA is likely to have on the ability of SACU countries to access the most affordable essential medicines required to address urgent public health concerns. Avafia goes on to say that it would be imprudent to enter into a bilateral agreement that contains less favourable provisions on essential medicines than those found in the multilateral arena such as the Doha Declaration on Trade-related Intellectual Property Rights (TRIPS) and Public Health and the WTO General Council Decision of 30 August 2003. To access the paper, visit:

<http://www.tralac.org/scripts/content.php?id=3114>

POSITIVE TRADE AGENDA FOR SOUTH ASIAN LDCS. By Ratnakar Adhikari and Navin Dahal. South Asia Watch on Trade, Economics & Environment (SAWTEE), 2004. In their attempt to integrate themselves into the international trading system Nepal and Bangladesh have gone through rigorous liberalisation efforts, evident from the reduction in tariff rates in these countries. Bhutan and the Maldives have also initiated reform programmes and are gradually opening up to the world economy. Despite a growth rate of 5.5 percent in South Asian countries over the last decade, the vulnerability of least-developed countries (LDCs) in the region to external shocks is high because of export concentration. In addition, the lack of skilled human resources, inadequate infrastructure, implementation problems, and highly protective developed country markets restrict the potential of South Asian LDCs to benefit from exports. To access the report, visit <http://www.sawtee.org>

IMPLICATIONS OF THE REMOVAL OF QUOTAS IN TEXTILES AND CLOTHING TRADE. By Eckart Naumann. Trade Law Centre for Southern Africa (TRALAC), December 2004. This trade brief comments on the impending demise of the clothing and textile quota system. Conclusions include that while India, China and Pakistan stand to benefit, it is ultimately consumers

who will benefit the most; those countries that have a high degree of market distortion are likely to suffer more; and countries that export more of their clothing and textile production are more exposed and likely to suffer more than countries where there is a larger domestic market. To access the brief, visit:

<http://www.tralac.org/scripts/content.php?id=3268>

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE>

© est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe